

Art. 2. Le chef de la Division "Organisation de l'Enseignement" au Ministère de la Communauté germanophone est habilité à certifier conformer des copies et extraits de documents dans la mesure où c'est nécessaire pour l'exécution de l'article 1, 1° et 2°, du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de son adoption.

Eupen, le 16 janvier 1995.

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, de la Culture, de la Jeunesse et de la Recherche scientifique,

B. GENTGES

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 95 - 2179

[Mac - 33043]

16 JANUARI 1995. — Besluit van de Minister betreffende de overdracht van beslissingsbevoegdheden en van bevoegdheden tot ondertekenen aan de chef van de afdeling "Organisatie van het Onderwijs" in het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap

De Minister van Onderwijs en Vorming, Cultuur, Jeugd en Wetenschappelijk Onderzoek,

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1990, 18 juli 1990 en 16 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Executieve van 5 december 1990 houdende overdracht van beslissingsbevoegdheden aan de Gemeenschapsministers, gewijzigd bij het besluit van 23 juli 1992;

Gelet op het besluit van de Regering van 19 januari 1994 houdende verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers; Na overleg met de Regering op 11 januari 1995;

Besluit :

Artikel 1. De navolgende beslissingsbevoegdheden en bevoegdheden tot ondertekenen worden overgedragen aan de chef van de Afdeling "Organisatie van het Onderwijs" in het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap, voor zover hij ten minste de rang 14 bekleedt :

1° de ondertekening van diploma's, getuigschriften, brevets, kwalificatiegetuigschriften en andere studiegetuigschriften, voor zover deze ondertekening vereist is;

2° de toekenning van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en getuigschriften die krachtens de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften mogelijk is;

3° de verificatie van de criteria inzake subsidiëring van onderwijsinstellingen, studierichtingen, afdelingen en PMS-centra.

Art. 2. De chef van de Afdeling "Organisatie van het Onderwijs" in het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap is ertoe gemachtigd, afschriften en uittreksels van documenten voor eensluidend te verklaren, voor zover dit ter uitvoering van artikel 1, 1° en 2°, van dit besluit noodzakelijk is.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het wordt aangenomen.

Eupen, 16 januari 1995.

De Minister van Onderwijs en Vorming, Cultuur, Jeugd en Wetenschappelijk Onderzoek,

B. GENTGES

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 - 2180

[C - 27431]

18 MAI 1995. - Arrêté du Gouvernement wallon fixant les règles de composition et de fonctionnement du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable, notamment son article 21;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 mars 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 mars 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture et après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o Ministre : le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions;

2^o Conseil : le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, établi par décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable.

Art. 2. Le Conseil est composé de vingt-six membres effectifs et de vingt-six membres suppléants ou, si le président et le vice-président sont choisis en-dehors des personnes visées à l'article 3, de vingt-huit membres effectifs et de vingt-six membres suppléants.

Le Ministre ou les délégués qu'il désigne et le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne ou les délégués qu'il désigne peuvent assister aux réunions du Conseil sans toutefois participer au vote.

Art. 3. Le Conseil comprend :

- 3 représentants de l'Union wallonne des Entreprises;
- 2 représentants des organisations professionnelles agricoles;
- 2 représentants des organisations syndicales;
- 2 représentants des organisations représentatives des classes moyennes;
- 4 représentants des associations de protection de l'environnement;
- 1 représentant des associations représentatives des consommateurs;
- 2 représentants de l'Association des Villes et Communes de Wallonie;
- 3 représentants des institutions universitaires francophones, dont les compétences doivent couvrir l'un des domaines suivants :

- * écologie, sciences naturelles;
- * agronomie, sylviculture, ressources du sous-sol;
- * économie et droit de l'environnement;
- * sciences appliquées : pollutions industrielles, gestion des eaux, gestion de la qualité de l'air, gestion des déchets;
- * santé publique, toxicologie;
- les présidents ou vice-présidents :
- * de la Commission régionale des déchets;
- * de la Commission consultative pour la protection des eaux de surface contre la pollution;
- * de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire;
- * de la Commission régionale d'avis sur l'exploitation des carrières;
- * du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature;
- * du Conseil supérieur wallon des forêts et de la filière "bois";
- * du Conseil supérieur wallon de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de l'alimentation.

Art. 4. Chacun des organismes, organisations, fédérations ou associations visés à l'article 3, premier à huitième tirets, présente au Ministre une liste double de candidats effectifs et de candidats suppléants par mandat conféré. Les commissions et conseils visés à l'article 3, neuvième tiret, présentent au Ministre leurs candidats en précisant lequel devrait exercer le mandat effectif.

Les membres effectifs et suppléants sont nommés par le Gouvernement.

Art. 5. Les mandats sont conférés pour une période de cinq ans. Ils prennent cours le jour de la signature de l'arrêté portant nomination des membres du Conseil.

Les mandats s'exercent à titre gratuit. Tout participant aux réunions du Conseil bénéficie du remboursement des frais de déplacement et de séjour suivant les modalités prévues par les arrêtés royaux du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères et du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours. Les membres du Conseil sont assimilés pour l'application des arrêtés précités aux agents de rang 15 à 17.

En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat effectif, le membre suppléant achève le mandat en cours. Toutefois, le Gouvernement peut nommer un nouveau membre effectif pour achever le mandat en cours; en ce cas, l'article 4, alinéa 1^{er}, est applicable. En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat suppléant, le Gouvernement nomme un nouveau membre suppléant, conformément à l'article 4.

Les fonctions de membre du Conseil prennent fin par la perte de la qualité en vertu de laquelle les intéressés ont été nommés.

Pour le renouvellement des mandats, les candidatures sont présentées trois mois au moins avant l'expiration du délai de cinq ans visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 6. Le Gouvernement nomme le président et le vice-président, sur proposition du Ministre, le cas échéant en dehors des personnes visées à l'article 3. Les fonctions de président et de vice-président sont attribuées à des personnes dont la compétence dans les matières d'environnement est reconnue et qui présentent des garanties suffisantes d'indépendance.

En cas de démission ou de décès du président, le vice-président assure la présidence jusqu'à ce que le Gouvernement, sur proposition du Ministre, ait désigné son remplaçant.

En cas de démission ou de décès du vice-président, le Gouvernement, sur proposition du Ministre, désigne son remplaçant qui achève le mandat.

Art. 7. Le Ministre peut structurer le Conseil en sections spécialisées. Le Ministre nomme les présidents des sections spécialisées, sur proposition du Conseil.

Art. 8. Le Conseil peut convier des personnes ayant des compétences particulières à participer aux travaux. Ces personnes ne peuvent pas participer au vote.

Art. 9. Le Conseil est convoqué par le président ou, à défaut, par le Ministre. Le Ministre le préside lorsqu'il le juge nécessaire.

Art. 10. Le Conseil ne délibère valablement qu'en présence de la moitié de ses membres au moins. Si cette condition n'est pas remplie, le Conseil est reconvoqué avec le même ordre du jour. Il statue alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les représentants des institutions universitaires francophones ainsi que les représentants issus d'un organisme agréé comme auteur d'études d'incidences ne peuvent participer au vote dans les matières soumises au Conseil en vertu du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement en Région wallonne.

Les décisions sont prises à la majorité simple des présents. En cas de parité de voix, la voix du président est prépondérante.

Lorsqu'un quart au moins des membres présents ayant droit de vote s'oppose à l'avis émis par la majorité, l'avis est complété par une mention relatant l'opinion dissidente.

Art. 11. Sauf accord préalable du Ministre, les avis sont adressés exclusivement aux autorités publiques qui les ont sollicités.

Art. 12. Le secrétariat du Conseil est assuré par le Conseil économique et social conformément à l'article 4, § 3, du décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui concerne le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne.

Art. 13. La Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement répond à toute demande d'information adressée par le Conseil ou par son secrétariat dans le cadre de l'accomplissement de leurs missions.

Art. 14. Le Conseil élabore son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Ministre.

Le règlement d'ordre intérieur précise notamment :

- les procédures de convocation, l'établissement de l'ordre du jour, de validation des procès-verbaux, avis et documents publiés par le Conseil;

- les règles de participation aux séances ainsi que le règlement des conflits d'intérêts pouvant notamment survenir dans le cadre des procédures de vote lorsqu'un ou plusieurs membres du Conseil ont participé à la réalisation d'une étude;

- le fonctionnement du secrétariat.

Art. 15. Sont abrogés :

1° le chapitre IV de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 relatif à l'établissement d'un rapport sur l'état de l'environnement wallon, modifié par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 21 avril et 23 juin 1988;

2° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 21 avril 1988 fixant les règles de composition du Conseil wallon de l'environnement, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juin 1988;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mai 1994 relatif au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable et portant reconduction des règles de composition et de fonctionnement du Conseil wallon de l'environnement.

Art. 16. L'examen des dossiers, soumis au Conseil wallon de l'environnement avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, est poursuivi par le Conseil nouvellement constitué conformément au présent arrêté.

Art. 17. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 mai 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 95 - 2180

[C - 27431]

18. MAI 1995. - Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Regeln für die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung)

Aufgrund des Dekrets vom 21. April 1994 zur umweltspezifischen Planung im Rahmen einer nachhaltigen Entwicklung, und insbesondere seines Artikels 21;

Aufgrund des am 21. März 1995 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 28. März 1995 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft und nach einer einschlägigen Beratung,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° Minister : der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

2° Rat : der "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable", der durch das Dekret vom 21. April 1994 zur umweltspezifischen Planung im Rahmen einer nachhaltigen Entwicklung eingerichtet worden ist.

Art. 2. Der Rat besteht aus sechsundzwanzig effektiven Mitgliedern und aus sechsundzwanzig stellvertretenden Mitgliedern oder falls der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende außerhalb der in Artikel 3 erwähnten Personen gewählt werden, aus achtundzwanzig effektiven Mitgliedern und aus achtundzwanzig stellvertretenden Mitgliedern.

Der Minister oder die Delegierten, die er bezeichnet, und der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region oder die Delegierten, die er bezeichnet, sind berechtigt, den Versammlungen des Rates beizuwohnen, ohne jedoch an der Abstimmung teilzunehmen.

Art. 3. Der Rat bildet sich aus:

- 3 Vertretern der "Union wallonne des Entreprises" (Verband der Unternehmen der Wallonie);
- 2 Vertretern der landwirtschaftlichen Berufsorganisationen;
- 2 Vertretern der Gewerkschaftsorganisationen;
- 2 Vertretern der repräsentativen Organisationen des Mittelstands;
- 4 Vertretern der Umweltschutzvereinigungen;
- 1 Vertreter der repräsentativen Vereinigungen der Verbraucher;
- 2 Vertretern der "Association des Villes et Communes de Wallonie" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie);
- 3 Vertretern der französischsprachigen Universitätseinrichtungen, deren Fachkenntnisse einen der folgenden Bereiche betreffen:
 - * Ökologie, Naturwissenschaften;
 - * Agrar-, Forstwissenschaft, Bodenschätze;
 - * Umweltwirtschaft und Umweltrecht;
 - * angewandte Wissenschaften: industrielle Verschmutzungen, Wasserbewirtschaftung, Bewirtschaftung der Luftqualität, Abfallbewirtschaftung;
 - * Volksgesundheit, Toxikologie;
- den Vorsitzenden oder stellvertretenden Vorsitzenden:
 - * der "Commission régionale des déchets" (Regionalkommission für Abfälle);
 - * der "Commission consultative pour la protection des eaux de surface contre la pollution" (Beratender Ausschuss für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung);
 - * der "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Regionalkommission für Raumordnung);
 - * der "Commission régionale d'avis sur l'exploitation des carrières" (Begutachtender Regionalausschuss für den Steinbruchbetrieb);
 - * du "Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature" (Wallonischer Oberster Rat für die Erhaltung der Natur);
 - * du "Conseil supérieur wallon des forêts et de la filière "Bois" (Wallonischer Hoher Rat des Forstwesens und des Holzgewerbes);
 - * du "Conseil supérieur wallon de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de l'alimentation" (Wallonischer Oberster Rat für die Landwirtschaft, die Land- und Ernährungswirtschaft und die Ernährungswirtschaft).

Art. 4. Jede der Einrichtungen, Organisationen, Vereinigungen oder jeder der Verbände, die in Artikel 3, erster bis achter Strich, erwähnt sind, stellen dem Minister eine doppelte Liste von effektiven Mitgliedern und stellvertretenden Mitgliedern pro erteiltes Mandat vor. Die in Artikel 3, 9. Strich, erwähnten Kommissionen, Ausschüsse und Räte stellen dem Minister ihre Kandidaten vor und geben genau an, welcher das effektive Mandat ausüben sollte.

Die effektiven und stellvertretenden Mitglieder werden von der Regierung ernannt.

Art. 5. Die Mandate werden für eine Periode von fünf Jahren erteilt. Sie laufen ab dem Tage der Unterzeichnung des Erlasses zur Ernennung der Mitglieder des Rates.

Die Mandate werden unentgeltlich ausgeübt. Jeder Teilnehmer an den Versammlungen des Rates hat Anspruch auf die Rückerstattung der Fahrt- und Aufenthaltskosten gemäß den Modalitäten, die in den Königlichen Erlassen vom 24. Dezember 1964 zur Festlegung der Vergütungen für die Aufenthaltskosten der Personalmitglieder der Ministerien und vom 18. Januar 1965 über die allgemeine Regelung bezüglich der Fahrkosten vorgesehen sind. Für die Anwendung der vorerwähnten Erlasse werden die Ratsmitglieder Bediensteten der Rangklassen 15 bis 17 gleichgestellt.

Wenn ein effektives Mandat vor seinem Ablauf frei wird, beendet das stellvertretende Mitglied das laufende Mandat. Die Regierung kann jedoch ein neues effektives Mitglied ernennen, um das laufende Mandat zu beenden. In diesem Fall wird Artikel 4, Absatz 1, anwendbar. Wenn ein stellvertretendes Mandat vor seinem Ablauf frei wird, ernennt die Regierung ein neues stellvertretendes Mitglied gemäß Artikel 4.

Das Amt eines Ratsmitglieds geht zu Ende, wenn der Betroffene die Eigenschaft verliert, aufgrund deren er ernannt worden ist.

Für die Erneuerung der Mandate werden die Kandidaturen wenigstens drei Monate vor dem Ablauf der in Absatz 1 erwähnten fünfjährigen Frist vorgestellt.

Art. 6. Auf Vorschlag des Ministers ernennt die Regierung den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden, gegebenenfalls außerhalb der in Artikel 3 erwähnten Personen. Die Ämter des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden werden Personen erteilt, deren Fachkenntnisse in den Umweltbereichen anerkannt sind, und die eine genügende Unabhängigkeitgewähr leisten.

Wenn der Vorsitzende seinen Rücktritt erklärt oder stirbt, führt der stellvertretende Vorsitzende den Vorsitz, bis die Regierung, auf Vorschlag des Ministers, seinen Vertreter bezeichnet.

Wenn der stellvertretende Vorsitzende seinen Rücktritt erklärt oder stirbt, bezeichnet die Regierung, auf Vorschlag des Ministers, seinen Vertreter, der das Mandat beendet.

Art. 7. Der Minister kann den Rat in spezialisierten Abteilungen aufgliedern. Auf Vorschlag des Rates ernennt der Minister die Vorsitzenden der spezialisierten Abteilungen.

Art. 8. Der Rat ist berechtigt, Personen mit besonderen Fachkenntnissen einzuladen, um den Besprechungen beizuwohnen. Diese Personen sind nicht berechtigt, an der Abstimmung teilzunehmen.

Art. 9. Der Rat wird vom Vorsitzenden oder notfalls vom Minister einberufen. Der Minister führt den Vorsitz, wenn er es für notwendig hält.

Art. 10. Der Rat kann nur gültig beraten, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend sind. Wenn diese Bedingung nicht erfüllt ist, wird der Rat mit derselben Tagesordnung wieder einberufen. Er ist dann beschlußfähig, was die Anzahl der anwesenden Mitglieder auch sein mag.

Die Vertreter der französischsprachigen Universitätseinrichtungen sowie die Vertreter, die aus einer als Verfasser von Studien über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt anerkannten Einrichtung stammen, sind nicht berechtigt, an der Abstimmung in den Sachgebieten teilzunehmen, die dem Rat aufgrund des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region vorgelegt worden sind.

Die Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefaßt. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden entscheidend.

Wenn mindestens ein Viertel der anwesenden Mitglieder mit Wahlrecht dem von der Mehrheit abgegebenen Gutachten entgegenstehen, wird das Gutachten mit einem Vermerk über die Meinungsverschiedenheit ergänzt.

Art. 11. Vorbehaltlich einer vorherigen Genehmigung des Ministers werden die Gutachten ausschließlich den öffentlichen Behörden, die sie beantragt haben, zugeschickt.

Art. 12. Das Sekretariat des Rates wird vom Wirtschafts- und Sozialrat geführt, gemäß Artikel 4, § 3 des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den regionalen Wirtschaftsrat für Wallonien betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region.

Art. 13. Die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt beantwortet jede Anfrage auf Information, die vom Rat oder dessen Sekretariat im Rahmen der Ausübung ihrer Aufgaben gestellt worden ist.

Art. 14. Der Rat legt seine allgemeine Dienstordnung fest, die dem Minister zur Zustimmung vorgelegt wird.

Die allgemeine Dienstordnung gibt insbesondere an:

- die Einberufungsverfahren, die Anfertigung der Tagesordnung, die Verfahren für die Rechtmäßigkeit der Protokolle sowie der vom Rat veröffentlichten Gutachten und Dokumente;

- die Regeln über die Teilnahme an den Sitzungen sowie die Beilegung der Interessenkonflikte, die sich insbesondere im Rahmen der Abstimmungsverfahren ereignen können, wenn ein bzw. mehrere Mitglieder des Rates an der Ausführung einer Studie teilgenommen haben;

- die Arbeitsweise des Sekretariats.

Art. 15. Das folgende wird aufgehoben:

1° das Kapitel IV des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. November 1987 über die Erstellung eines Berichtes über den Zustand der Umwelt in Wallonien, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 21. April und vom 23. Juni 1988;

2° der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 21. April 1988 zur Festlegung der Regeln für die Zusammensetzung des Wallonischen Umweltrates, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juni 1988;

3° der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 5. Mai 1994 über den "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" und zur Verlängerung der Regeln über die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des "Conseil wallon de l'environnement".

Art. 16. Die Überprüfung der Akten, die dem "Conseil wallon de l'environnement" vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses vorgelegt worden sind, wird durch den neu eingerichteten Rat gemäß dem vorliegenden Erlaß weitergeführt.

Art. 17. Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Mai 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B., den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 95 - 2180

[C - 27431]

18 MEI 1995. - Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de regels voor de samenstelling en de werking van de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Waalse Milieuraad voor de duurzame ontwikkeling)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling, inzonderheid op artikel 21;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 maart 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 28 maart 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw, en na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister van Leefmilieu.

2° Raad : de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" ingesteld bij het decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling.

Art. 2. De Raad is samengesteld uit zesentwintig gewone en uit zesentwintig plaatsvervangende leden of, als de voorzitter of de ondervoorzitter niet onder de in artikel 3 bedoelde personen gekozen zijn, uit achtentwintig gewone en uit zesentwintig plaatsvervangende leden.

De Minister of de afgevaardigden die hij aanwijst, en de directeur-generaal van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest of de afgevaardigden die hij aanwijst, mogen de vergaderingen van de Raad bijwonen, zonder evenwel stemgerechtigd te zijn.

Art. 3. De Raad bestaat uit :

- 3 vertegenwoordigers van de "Union wallonne des Entreprises";

- 2 vertegenwoordigers van de landbouwverenigingen;

- 2 vertegenwoordigers van de vakverenigingen;

- 2 vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van de Middenstand;
- 4 vertegenwoordigers van de milieuverenigingen;
- 1 vertegenwoordiger van de representatieve verbruikersverenigingen;
- 2 vertegenwoordigers van de Vereniging van de Waalse Steden en Gemeenten;
- 3 vertegenwoordigers van de Franstalige universitaire instellingen waarvan de bevoegdheden betrekking moeten hebben op één van de volgende gebieden :
 - * ecologie, natuurwetenschappen, landbouwkunde, bosbouwkunde, ondergrondse hulpbronnen;
 - * economie en milieurecht;
 - * toegepaste wetenschappen : industriële verontreinigingen, waterbeheer, beheer van de luchtkwaliteit, afvalbeheer;
 - * volksgezondheid, toxicologie;
- de voorzitters of ondervoorzitters :
 - * van de Gewestelijke afvalcommissie;
 - * van de adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging;
 - * van de Gewestelijke commissie voor Ruimtelijke Ordening;
 - * van de Gewestelijk : adviescommissie voor de ontginning van groeven;
 - * van de Waalse Hoge Raad voor natuurbehoud;
 - * van de Waalse Hoge Raad voor de bossen en de houtfilière;
 - * van de Waalse Hoge Raad voor landbouw, agrovoeding en voeding.

Art. 4. Al de in artikel 3, eerste tot achtste koppeltekens bedoelde instellingen, organisaties en verenigingen leggen de Minister een dubbel van de gewone en de plaatsvervangende leden per opgedragen mandaat voor. De in artikel 3, negende koppeltekens, bedoelde commissies en raden dragen hun kandidaten aan de Minister voor en vermelden nauwkeurig wie het mandaat van gewoon lid zou moeten uitoefenen.

De gewone en de plaatsvervangende leden worden door de Regering benoemd.

Art. 5. De mandaten worden voor een periode van 5 jaar opgedragen. Ze lopen vanaf de dag waarop het besluit tot benoeming van de leden van de Raad ondertekend wordt.

De mandaten worden om niet uitgeoefend. Elke deelnemer aan de verenigingen van de Raad geniet de terugbetaling van zijn verblijf- en reiskosten volgens de modaliteiten bepaald bij de koninklijke besluiten van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel der Ministeries en van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten. Voor de toepassing van voornoemde besluiten worden de leden van de Raad gelijkgesteld met de ambtenaren van rang 15 tot 17.

Als een gewoon lid zijn ambt vroegtijdig neerlegt, wordt het mandaat door het plaatsvervangende lid voleindigd. De Regering mag evenwel een ander gewoon lid benoemen om het lopende mandaat te voleindigen; in dit geval is artikel 4, eerste lid, van toepassing. Als een plaatsvervangend lid zijn ambt vroegtijdig neerlegt, benoemt de Regering een nieuw plaatsvervangend lid, overeenkomstig artikel 4.

Het lid van de Raad houdt op zijn mandaat uit te oefenen als hij niet meer beschikt over de hoedanigheid waarvoor hij benoemd werd.

Voor de vernieuwing van de mandaten worden de kandidaturen minstens drie maanden vóór het verstrijken van de in het eerste lid bedoelde termijn van vijf jaar ingediend.

Art. 6. Op de voordracht van de Minister benoemt de Regering de voorzitter en de ondervoorzitter, in voorkomend geval onder andere personen dan degenen bedoeld in artikel 3. De ambten van voorzitter en ondervoorzitter worden toegewezen aan personen van wie de bevoegdheid inzake leefmilieu erkend is en die kunnen aantonen dat ze voldoende zelfstandig zijn.

In geval van ontslag of overlijden van de voorzitter bekleedt de ondervoorzitter het voorzitterschap totdat de Regering, op de voordracht van de Minister, zijn plaatsvervanger heeft aangewezen.

In geval van ontslag of overlijden van de ondervoorzitter wijst de Regering, op de voordracht van de Minister, zijn plaatsvervanger aan, die het mandaat voleindigt.

Art. 7. De Minister kan de Raad in gespecialiseerde secties opdelen. De Minister benoemt de voorzitters van de gespecialiseerde secties op de voordracht van de Raad.

Art. 8. De Raad kan personen met bijzondere bevoegdheden uitnodigen aan de werken deel te nemen. Deze personen zijn niet stemgerechtigd.

Art. 9. De Raad wordt door de voorzitter of, bij diens ontstentenis, door de Minister bijeengeroepen. De Minister bekleedt het voorzitterschap ervan wanneer hij het nodig acht.

Art. 10. De Raad vergadert slechts rechtsgeldig als ten minste de helft van zijn leden aanwezig is. Indien deze voorwaarde niet vervuld is, wordt de Raad opnieuw bijeengeroepen voor dezelfde agenda. Hij beslist dan rechtsgeldig, wat het aantal aanwezige leden ook moge zijn.

De vertegenwoordigers van de Franstalige universitaire instellingen alsmede de vertegenwoordigers afkomstig van een als auteur van een milieueffectenonderzoek erkende instelling zijn niet stemgerechtigd voor materies onderworpen aan de Raad krachtens het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest.

De beslissingen worden bij gewone meerderheid van de aanwezigen genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Wanneer minstens één vierde van de stemgerechtigde aanwezige leden zich verzetten tegen het advies van de meerderheid, wordt het advies aangevuld met de vermelding van het andere standpunt.

Art. 11. Behoudens voorafgaand akkoord van de Minister worden de adviezen uitsluitend gericht aan de overheidsorganen die erom gevraagd hebben.

Art. 12. Het secretariaat van de Raad wordt waargenomen door de Economische en Sociale Raad, overeenkomstig artikel 4, § 3 van het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, wat de Economische Raad van het Waalse Gewest betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en de economische decentralisatie en tot oprichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest.

Art. 13. De Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu gaat in op elke informatieaanvraag ingediend door de Raad of door zijn secretariaat i.v.m. hun opdrachten.

Art. 14. De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement op alvorens het aan de goedkeuring van de Minister te onderwerpen.

Het huishoudelijk reglement vermeldt met name :

- de oproepingsprocedures, de bepaling van de agenda, de procedures voor de validatie van de processen-verbaal, de door de Raad bekendgemaakte adviezen en stukken;

- de regels voor de deelneming aan de vergaderingen alsmede het reglement m.b.t. belangenconflicten die zich meer bepaald zouden kunnen voordoen in het kader van de stemmingsprocedures wanneer één of meer leden van de Raad aan een onderzoek hebben meegewerkt;

- de werking van het secretariaat.

Art. 15. Opgeheven worden :

1° hoofdstuk IV van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 november 1987 betreffende het opmaken van een verslag over de toestand van het Waalse Leefmilieu, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 21 april en 23 juni 1988.

2° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 21 april 1988 tot vaststelling van de regels inzake samenstelling van de "Conseil wallon de l'environnement" (Waalse Raad voor Leefmilieu);

3° het besluit van de Waalse Regering van 5 mei 1994 betreffende de "Conseil wallon de l'environnement pour le Développement durable" en tot verdere toepassing van de regels voor de samenstelling en de werking van de "Conseil wallon de l'environnement".

Art. 16. Het onderzoek van de dossiers die vóór de inwerkingtreding van dit besluit bij de "Conseil wallon de l'environnement" worden ingediend, wordt door de overeenkomstig dit besluit onlangs samengestelde Raad voortgezet.

Art. 17. De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 mei 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

Personnel. - Nomination

Par arrêté royal du 14 mars 1995, Mme Hombroux, Ann A. M. W., née le 7 février 1965, est nommée à titre définitif dans un emploi d'inspecteur-médecin au Ministère de la Prévoyance sociale, à partir du 1^{er} février 1995.

Personnel. - Promotions

Par arrêté royal du 28 mars 1995, Mme Wieme, Christiane, A., M., inspecteur adjoint de 1^{re} classe, est promue, par accession au niveau supérieur, au grade d'inspecteur au service de l'Inspection sociale au Ministère de la Prévoyance sociale à partir du 1^{er} janvier 1995.

Le recours en annulation de l'acte précité à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles) sous pli recommandé à la poste.

Par arrêté royal du 28 mars 1995, M. Samson, Etienne, B., P., inspecteur adjoint de 1^{re} classe, est promu, par accession au niveau supérieur, au grade d'inspecteur au service de l'Inspection sociale au Ministère de la Prévoyance sociale à partir du 1^{er} janvier 1995.

Le recours en annulation de l'acte précité à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

Personeel. - Benoeming

Bij koninklijk besluit van 14 maart 1995 wordt Mevr. Hombroux, Ann A. M. W., geboren op 7 februari 1965, met ingang van 1 januari 1995 in vast verband benoemd in een betrekking van inspecteur-geneesheer bij het Ministerie van Sociale Voorzorg.

Personeel. - Bevorderingen

Bij koninklijk besluit van 28 maart 1995, wordt Mevr. Wieme, Christiane, A., M., adjunct-inspecteur 1^e klasse, met ingang van 1 januari 1995 door overgang naar het hoger niveau bevorderd tot de graad van inspecteur bij de dienst "Sociale Inspectie" van het Ministerie van Sociale Voorzorg.

Het beroep van nietigverklaring van de voormelde akte met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapstraat 33, 1040 Brussel) te worden toegezonden.

Bij koninklijk besluit van 28 maart 1995, wordt de heer Samson, Etienne, B., P., adjunct-inspecteur 1^e klasse, met ingang van 1 januari 1995 door overgang naar het hoger niveau bevorderd tot de graad van inspecteur bij de dienst "Sociale Inspectie" van het Ministerie van Sociale Voorzorg.

Het beroep van nietigverklaring van de voormelde akte met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapstraat 33, 1040 Brussel) te worden toegezonden.